

Juillet 2015

Notre ville doit se déclarer anti-Tafta !

Le TAFTA est un traité de libre échange entre l'Europe et les Etats-Unis qui doit être signé en octobre prochain et représente un choix de société fondamental.

Il s'agit d'un accord négocié par et pour les multinationales, permettant leur autorité sur les états avec l'aide d'un tribunal privé. C'est une menace extrêmement grave pour nos droits sociaux, écologiques et démocratiques, car il donnerait aux grands groupes privés des droits extravagants pour exploiter les peuples et la nature.

Il s'agit là d'une véritable "police de l'investissement" qui obligerait les États et toutes les collectivités locales à se conformer à leurs règles. Ils veulent éliminer tout obstacle qui les empêcherait d'accroître leurs profits ! Les politiques des collectivités locales et leurs services publics sont en DANGER

Des choix seront imposés par certaines entreprises privées, via des clauses dédiées dans les marchés publics passés par les collectivités comme notre ville. Cela pourrait conduire à une disparition à terme des entreprises publiques, pourtant souvent moins chères et de meilleure qualité (ex : Service public de l'eau)

Nous élus FDG demandons :

- La diffusion publique immédiate de l'ensemble des textes relatifs aux négociations du TAFTA qui représentent une attaque sans précédent contre la démocratie.
- L'ouverture d'un débat national sur l'ensemble des accords de libreéchange impliquant la pleine participation des collectivités territoriales, des organisations syndicales et associatives, des organisations socioprofessionnelles et des populations.
- L'arrêt des négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TAFTA) dit Grand Marché Transatlantique tant que la représentation nationale n'aura pas approuvé ces négociations

Les élus Front de Gauche
S. Dauvergne
JC. Mamet - B. Morane
L. Pagnier - C. Buzon
elus.fdg.romainville@gmail.com